

Livre blanc sur l'application programmatische de l'agenda Jeunes, paix et sécurité





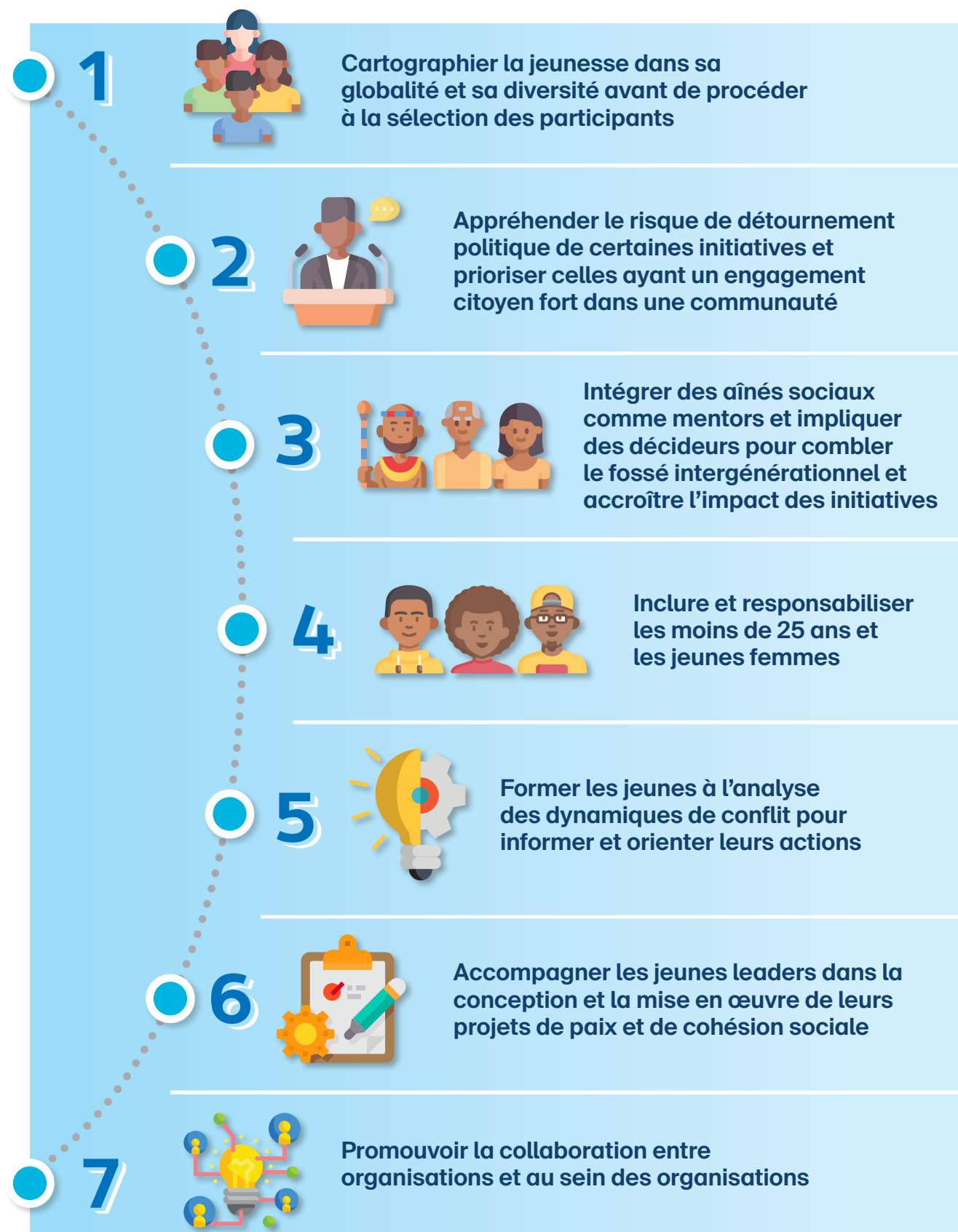
Livre blanc sur l'application programmatische de l'agenda Jeunes, paix et sécurité

**Bonnes pratiques pour renforcer et valoriser
la contribution positive des jeunes à la
prévention des conflits et la consolidation
de la paix**

Décembre 2021

Synthèse

Bonnes pratiques pour renforcer et valoriser la contribution positive des jeunes à la prévention des conflits et la consolidation de la paix

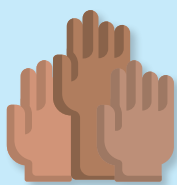


Contexte

En décembre 2015, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté la **résolution 2250 sur les jeunes, la paix et la sécurité** (*Youth, Peace and Security - YPS* en anglais), reconnaissant la contribution positive de la jeunesse aux efforts de maintien et de promotion de la paix et de la sécurité. Cet agenda historique, complété depuis par les résolutions 2419

(2018) et 2535 (2020), exhorte les Etats membres et les acteurs concernés à mettre en place des moyens d'**augmenter la représentation et la participation inclusive, effective et réelle des jeunes** dans les efforts de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

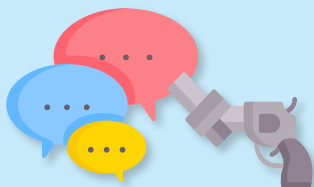
Les 5 piliers de l'agenda Jeunes, paix et sécurité



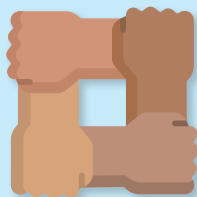
Participation: faire participer des jeunes dans les efforts de promotion de la cohésion sociale, de prévention et de résolution des conflits et accroître leur représentation dans les processus de décision relatifs à ces thématiques.



Protection: protéger les jeunes lors d'un conflit, notamment de toute forme de violence sexuelle et basée sur le genre, et assurer le respect de leurs droits humains.



Prévention: reconnaître le rôle des jeunes et les accompagner dans la mise en œuvre d'activités de prévention de la violence et de renforcement de la cohésion sociale, de même que promouvoir une culture de paix, de tolérance et de dialogue interculturel qui implique la jeunesse.



Partenariat: soutenir politiquement, financièrement, techniquement et logistiquement la participation des jeunes à la consolidation de la paix et encourager un partenariat entre jeunes et différentes parties prenantes pour lutter contre l'extrémisme violent.



Désengagement et réintégration : prendre en considération les besoins des jeunes touchés par les conflits armés aux activités de désengagement et de réintégration et renforcer les compétences des jeunes à travers des formations pertinentes.

En pratique toutefois, cet agenda se heurte à des **obstacles** en termes d'accès, de ressources et de représentativité, qui placent davantage les jeunes dans des rôles de bénéficiaires ou de personnes « à risque » que de leaders de changements positifs et durables. De nombreux discours et actions continuent ainsi de traiter ceux-ci comme un ensemble homogène à travers le prisme d'une menace potentielle, en particulier sur les questions de prévention de l'extrémisme violent, plutôt que pour leur contribution à la paix.

Ces défis et leurs conséquences ont été identifiés dans le rapport *Les Absents de la paix : étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité*, mandaté par le secrétaire général des Nations Unies et présenté au Conseil de sécurité en avril 2018.¹ Celui-ci découle d'un processus participatif mené auprès de 4230 jeunes à travers 261 groupes de discussions, 6 consultations nationales, 7 consultations régionales et 25 études nationales. Parmi elles figure l'étude de cas *Parole aux jeunes ! Analyse croisée de leur engagement pour la paix et la sécurité en Côte d'Ivoire*, conduite par Interpeace et son partenaire Indigo Côte d'Ivoire.² De ce travail est ressorti une série de **recommandations** incitant les sociétés et les Etats à :

1. **Investir dans les capacités d'action** et d'initiative de la jeunesse, en débloquent des capitaux importants, en constituant des réseaux et en renforçant les capacités.
2. **Transformer les systèmes qui renforcent l'exclusion** afin de lutter contre les obstacles structurels qui empêchent les jeunes de contribuer comme il se doit à la paix et à la sécurité.

3. **Renforcer les partenariats et les actions collaboratives** en faveur de la paix dans le cadre desquels les jeunes sont considérés comme égaux et comme des partenaires incontournables.

C'est dans cette dynamique que s'est inscrit le projet « *YPS en pratique : auto-analyse et renforcement du leadership des jeunes dans la prévention de la violence politique en Côte d'Ivoire* » mis en œuvre par Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire entre 2019 et 2021. Financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, il a visé une **meilleure participation des jeunes en tant qu'acteurs et leaders** dans la prévention des conflits électoraux à travers le renforcement de leurs capacités d'analyse et d'action. En plaçant au cœur du dispositif une quarantaine de jeunes qui œuvraient déjà pour la paix et la cohésion sociale à Abidjan, le projet a **mis en pratique les recommandations de l'étude indépendante** à l'échelle de deux communes, tout en favorisant la création de ponts et partenariats avec les décideurs nationaux et internationaux.

Les leçons et bonnes pratiques sont compilées dans ce Livre blanc, rédigé par Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire avec ces jeunes leaders. Répondant au défi de l'application de l'agenda Jeunes, paix et sécurité au niveau national et local, ce document fournit des orientations pratiques aux gouvernements, agences, ONG, organisations internationales et acteurs du secteur privé qui souhaitent renforcer la participation et contribution des jeunes aux efforts de paix et de sécurité.

1 UNFPA et PBSO, *Les Absents de la Paix: Étude Indépendante sur les Jeunes, la Paix et la Sécurité* (2018), disponible sur: https://www.un.org/peacebuilding/sites/www.un.org.peacebuilding/files/documents/yps_progress_study-web-french.pdf

2 Interpeace, Indigo Côte d'Ivoire, *Parole aux jeunes ! Analyse croisée de leur engagement pour la paix et la sécurité en Côte d'Ivoire - Contribution à l'étude sur Jeunesse, paix et sécurité demandée par la résolution 2250 du Conseil de sécurité* (2017), disponible sur : <https://www.interpeace.org/resource/yps-cotedivoire-fr/>

Description du projet

Mis en œuvre de décembre 2019 à septembre 2021, le projet visait à améliorer la participation des jeunes en tant qu'acteurs et leaders dans la consolidation de la paix, en renforçant leurs capacités d'analyse et d'action en matière de prévention de la violence politique en Côte d'Ivoire. Il visait plus spécifiquement à ce que :

1. Les jeunes leaders soient capables de mener eux-mêmes une analyse critique de la participation de la jeunesse à la violence politique et à la consolidation de la paix.
2. Les initiatives des jeunes pour la prévention de la violence soient plus stratégiques, inclusives, synergiques et suivies d'effets.
3. Les jeunes leaders et les décideurs politiques nationaux et internationaux sachent mieux comment optimiser l'implication de la jeunesse et la collaboration sur les questions YPS.

Pour atteindre ces objectifs, le projet a identifié 40 jeunes leaders issus de 7 initiatives communautaires déjà actives dans leurs quartiers et les a formés et accompagnés dans la conception stratégique et la mise en œuvre inclusive de projets de consolidation de la paix. La stratégie d'action du projet était axée autour de quatre blocs :



Cartographie et sélection inclusive des jeunes leaders

- Cartographies de 50 initiatives locales engagées pour la cohésion sociale à Abobo et Yopougon (communes d'Abidjan)
- Sélection de 40 jeunes leaders de moins de 35 ans (dont 50% de filles et 50% de moins de 25 ans) issus de 7 initiatives, de milieux socio-culturels différents
- Sélection de 7 mentors parmi les aînés sociaux et leaders communautaires

Renforcement pratique des capacités des jeunes leaders

- Formations à la Recherche Action Participative (RAP), en gestion de projets et en communication
- Mise en œuvre d'une RAP sur les leviers de mobilisation à la violence politique par les jeunes leaders, avec l'accompagnement d'Indigo CI et des mentors

Conception et mise en œuvre d'actions de cohésion sociale par les jeunes leaders

- Conception et mise en œuvre de projets locaux de cohésion sociale et de prévention de la violence politique par les jeunes
- Financement et accompagnement des projets par un Mécanisme participatif de soutien technique et financier (MEPAS), constitué de représentants des initiatives, de mentors et de membres d'Indigo
- Cartographie, sélection et accompagnement de 2 nouvelles initiatives à la mise en œuvre d'un projet par les membres du MEPAS

Communication et portage des résultats par les jeunes leaders

- Campagnes de communication sur les réseaux sociaux par les initiatives
- Réunions d'engagement avec les mairies, les décideurs nationaux et internationaux
- Événement public de présentation du Livre blanc par les jeunes leaders

A travers l'action, les jeunes leaders ont fait valoir et communiqué sur le rôle positif qu'ils jouent pour la cohésion sociale et la prévention des violences dans leurs communautés. Des ponts ont également été créés avec des décideurs locaux, nationaux et internationaux, pour les inciter à davantage impliquer et responsabiliser les jeunes dans la conception et mise en œuvre des politiques de paix et de sécurité.

Resultats obtenus

A l'issue du projet, les jeunes leaders ont relevé les **résultats** suivants à partir des changements observés sur eux-mêmes et dans leur environnement :

Capacités d'analyse et de programmation stratégique :

- **Conduite d'analyses plus nuancées et participatives du contexte** avant de mener des actions de cohésion sociale, en prenant en compte la sensibilité du terrain et la diversité des acteurs et dynamiques qui entourent la participation des jeunes à la violence politique.

« On a compris aujourd'hui que pour déterminer un problème, il faut l'avis des différentes communautés qui sont concernées par le problème. »

Mariama Diomande, membre de la Jeunesse unie pour le développement.

« Grâce à la RAP on a inclus les ex-combattants, les jeunes des fumoirs [lieux de consom-

mation de drogue], des transporteurs et les commerçants à nos activités. On a compris à travers les groupes de discussion que chaque monde à sa perception de la violence politique et aussi les différentes raisons qui poussent les jeunes à s'engager dans la violence. »

Alassane Coulibaly, membre de Génération consciente Côte d'Ivoire.

- **Conception et mise en œuvre d'actions plus stratégiques**, sur la base des analyses de la RAP et des échanges de bonnes pratiques, pour promouvoir la paix dans leurs communautés.

« C'est vrai qu'on faisait beaucoup de choses dans nos communautés mais avec ce projet nous avons vu les choses autrement. On a compris que quand on veut mener un projet, quand on arrive à cibler vraiment les personnes pertinentes, notre projet pourra avoir de l'impact. »

Kiteni Yeo, membre de Tchêlê Woyê.

« La méthode de la RAP nous a permis d'avoir une meilleure approche dans la détection des problèmes et dans le processus de résolution. Par exemple lorsqu'il y a un problème dans une communauté, il faut trouver les personnes pertinentes en rapport avec le problème et les associer dans la recherche de solution. »

Aïcha Diabaté, membre de l'Association des jeunes filles d'Agbékoï.

Valorisation du rôle et de la résilience de la jeunesse :

- **Abandon d'un discours défaitiste et résigné** sur la participation des jeunes aux actes de violence politique et électorale en Côte d'Ivoire, avec un regain de motivation et de capacité à agir et à travailler à la prévention des conflits.

« J'ai compris que je peux être le problème si je ne m'engage pas, si je ne fais pas le premier pas. Mais j'ai aussi compris que je peux être la solution en faisant le rapprochement [entre les jeunes]. »

Idriss Ouattara, Association Génération consciente Côte d'Ivoire.

« J'ai compris que les jeunes peuvent initier des actions de cohésion dans leur communauté. »

Aya Sandra Kouakou, membre de Femmes Progrès.

- Affirmation et **valorisation par les jeunes leaders de leur rôle positif** comme acteurs de cohésion sociale et de prévention de la violence dans leurs communautés.

« Les personnes qui nous rejetaient nous saluent, en nous disant “les enfants nous sommes là”. Les gens de notre quartier peuvent compter sur notre soutien pour le renforcement de leurs capacités. »

Kiteni Yeo, membre de Tchêlê Woyê.

« Grâce au projet, je suis devenu un modèle pour les jeunes avec qui nous travaillons, ils admirent ce que nous faisons pour la communauté en tant que jeunes. »

Fatoumata Yéo, membre de Tchêlê Woyê.



Gouvernance :

- **Gouvernance plus participative et inclusive au sein des initiatives**, en valorisant davantage les compétences de chacun et en responsabilisant les jeunes de moins de 25 ans et les femmes.

« Au niveau de YIPE on a compris avec l'auto-évaluation critique qu'il fallait mieux structurer notre organisation. Aujourd'hui on a engagé nos membres filles à des postes de responsabilités où elles peuvent décider de l'avenir de YIPE. »

Jean-Luc Konan, membre des Young Ivorian Promoters of English.

« Aujourd'hui, on prend en compte l'avis de tout le monde, même les moins de 25 ans. Avant, c'est le leader seul qui décidait des activités et qui gérait les finances. »

Abdoulaye Coulibaly, membre de Génération consciente Côte d'Ivoire.

- Amélioration des **compétences et pratiques de gestion de projet** (budgétisation, suivi des résultats, développement de projets, communication, rédaction des statuts, ...).

« Aujourd'hui dans notre manière de travailler, on a compris que quand on réalise une activité il faut faire un rapport financier et un rapport narratif de cette activité. »

Kiteni Yeo, membre de Tchêlê Woyê.

« Grâce à notre page Facebook, nos activités sont filmées, photographiées et mises sur la page. La création d'une page Facebook est bénéfique car elle nous permet de faire connaître

notre initiative et nos actions sur les réseaux sociaux. »

Mariam Coulibaly, membre de l'Association des jeunes filles d'Agbékoi.

Collaboration entre jeunes et avec les décideurs

- **Meilleure collaboration entre initiatives et avec d'autres jeunes** dans la conception et la mise en œuvre de projets de cohésion sociale.

« Dans le cadre des activités en synergie, la participation des membres de l'ONG Tchêlê Woyê qui travaille pour la femme aux groupes de discussion des filles d'Agbékoi a permis d'encadrer et rassurer l'initiative et les participantes. »

Aïcha Diabate, Association des jeunes filles d'Agbékoi.

« La JUD et YIPE sont intervenus pour nous aider à faire l'analyse systémique des résultats de nos consultations. On est intervenu à YIPE lors de leurs groupes de discussion et leur avons apporté notre expérience. »

Fatoumata Yéo, membre de Tchêlê Woyê.

- Construction de **ponts entre les initiatives et les leaders communautaires** pour renverser les dynamiques qui excluent les jeunes des questions relatives à la paix et la sécurité dans leurs communautés.

« L'initiative que ces jeunes filles ont prise est une initiative qui a besoin d'être encouragée. Moi j'appelle ça la jeunesse consciente. Rares sont ceux qui arrivent à partager. Rares sont ceux qui peuvent amener les gens à se rassembler. Mais si les adultes n'ont pas eu l'idée, si les vieillards n'ont pas eu l'idée, mais que la jeunesse a cette idée, nous avons besoin d'implorer la grâce de Dieu sur leurs vies pour que ce soit continué. »

Pasteur Zeze, quartier d'Agbékoi à Abobo, à propos de l'Association des jeunes filles d'Agbékoi.

Rapprochement intercommunautaire et prévention des conflits

- **Rapprochement intercommunautaire et reprise du dialogue** entre membres de groupes ethno-politiques opposés dont les conflits menacent la cohésion sociale et la conduite d'élections apaisées.

« Je ne pensais pas que les deux quartiers pouvaient jouer au foot sans que cela ne se termine en palabre [dispute]. Mais avec le projet, ça a été possible. »

Étudiant de Yopougon à l'issue d'un match organisé par la Jeunesse unie pour le développement (JUD) entre les quartiers de Doukouré et Yao Séhi, en conflit depuis la crise post-électorale de 2011.

« Avant tu pouvais voir les gens ils étaient séparés, en tout cas chacun se méfiait. Mais maintenant il n'y a plus cela. On peut prendre pour exemple lors des manifestations récentes, quand les jeunes gens depuis Abobo ont commencé à pousser les membres de la communauté Haoussa [après la diffusion d'une fausse rumeur accusant des Haoussa nigériens d'avoir torturé des Ivoiriens]. Quand c'est arrivé ici à Académie, nous, les jeunes ensemble on a protégé ces Haoussas. »

Kouadio Taki Alexis Koffi, participant au projet de Tchêlê Woyê.

Bonnes pratiques

1

Cartographier la jeunesse dans sa globalité et sa diversité avant de procéder à la sélection des participants

L'étude « Les Absents de la paix » a souligné que les jeunes ne pouvaient être considérés comme un ensemble homogène et représenté seulement par les organisations de jeunesse, mais se retrouvaient dans toutes les catégories et strates de la société. La conduite d'actions inclusives nécessite donc d'aller au-delà des jeunes facilement accessibles ou faisant partie des élites, pour atteindre ceux qui, par leur origine, leur situation géographique ou leur niveau d'éducation, sont rarement entendus et appuyés par des projets d'envergure nationale ou internationale. La sélection de ces derniers permet de donner du sens au pilier 1 de l'agenda YPS sur la participation réelle et inclusive des jeunes.

Pour les identifier, il est nécessaire de mener une **cartographie détaillée et inclusive** des jeunes hommes et femmes dont les actions ont une incidence sur les dynamiques de paix et de cohésion sociale dans les zones d'intervention. Ce processus permet, à travers une série d'entretiens individuels ou collectifs, de trouver les personnes les plus pertinentes pour contribuer aux objectifs du projet.

Au-delà des groupes et associations officiellement structurés autour de la paix ou la cohésion, il est important d'identifier les **initiatives plus informelles**, telles que les ton-tines, les associations étudiantes ou les associations locales de jeunesse, qui cherchent à rapprocher les communautés au sein de leurs quartiers et qui disposent d'une connaissance approfondie des dynamiques sociocommunitaires. Cet exercice doit également tenir compte de **l'hétérogénéité des « mondes de jeunes »**, autrement dit des différentes sphères dans lesquelles ceux-ci évoluent (ex. activistes, artistes, syndicats étudiants, syndicats de transport, forces de sécurité, etc.) et de leurs modes d'organisation. Chacun de ces « mondes » regorge en effet de **potentiels acteurs de paix** ayant l'influence et la volonté nécessaire pour agir positivement sur leur environnement.

« Dans la mise en œuvre de [ton projet], il faut se dire que tu seras confronté à plusieurs mondes que tu avais peur de confronter. Tu associeras ces mondes car ils seront pertinents dans la mise en œuvre de tes projets dans une communauté donnée. »

Jean-Luc Konan, membre de l'association Young Ivorian Promoters of English.

Dans la cartographie d'un projet YPS, il est souvent complexe de définir une **limite d'âge** parmi les critères de sélection. « Les Absents de la paix » montre que le passage à l'adolescence ou à l'âge adulte n'est ni uniforme ni prédéterminé, les repères officiels de l'âge chronologique étant souvent considérés comme des étapes indiquant des moments transitoires de la vie : la sortie de l'enfance ou l'entrée dans l'âge adulte.³ En Côte d'Ivoire,

³ Youth4Peace (2018) « Les Absents de la paix : étude indépendante sur les jeunes, la paix et la sécurité (A/72/761-S/2018/86) » (p. 9).

il n'est ainsi pas rare de rencontrer des « présidents des jeunes » de 40 ans ou plus. Dans ces conditions, il convient de faire un arbitrage entre les normes internationales et les pratiques locales et d'adopter une démarche flexible et servant les objectifs de l'action. Dans le cadre de ce projet, la limite d'âge des participants a ainsi été fixée à 35 ans, mais l'équipe a veillé à **associer à l'action les personnes moins jeunes** qui disposaient d'une forte influence et capacité de mobilisation parmi les initiatives.

Profil des initiatives de jeunes sélectionnées pour le projet	
Association des Jeunes Filles d'Agbekoi (AJFA) Quartier d'Agbékoi (Abobo)	Association de jeunes filles de moins de 25 ans cherchant à rapprocher des jeunes filles chrétiennes et musulmanes à travers des activités ludiques, de salubrité et de dialogue, dans un quartier où les années de crises sociopolitiques ont généré un fort repli identitaire.
Génération Consciente de Côte d'Ivoire (GCCCI) Quartier de Bocabo (Abobo)	Association de quartier visant le rapprochement des groupes de jeunes issus d'ethnies et secteurs différents d'une part et le rapprochement des jeunes et des aînés sociaux d'autre part.
Association des Jeunes Unis de Belleville (AJUB) Quartier de Belleville (Abobo)	Association de quartier visant à améliorer la salubrité et la cohésion sociale à Belleville, ainsi que la place accordée aux divers groupes de jeunes par les aînés sociaux.
Young Ivorian Promoters of English (YIPE) Quartier de Toït Rouge (Yopougon)	Organisation de jeunes étudiants et élèves initialement créée pour promouvoir l'utilisation de la langue anglaise à travers des débats sur des problématiques sociales. Engagée depuis peu sur les questions de cohésion sociale et notamment les risques liés à la manipulation de l'information.
Jeunesse Unie pour le Développement (JUD) Quartier de Doukouré (Yopougon)	Association de quartier visant à rapprocher les quartiers de Doukouré et Yao-Séhi, en conflit depuis les dernières crises sociopolitiques, à travers des activités de salubrité, de sport et de dialogue.
Tchêlê Woyê Plusieurs quartiers de Yopougon	ONG travaillant sur l'autonomisation des femmes dans plusieurs localités de Côte d'Ivoire et plus récemment sur les questions de paix et de cohésion sociale à Abidjan.
Femme Progrès Plusieurs quartiers de Yopougon	Association locale active auparavant sur les questions de violences basées sur le genre, de santé et d'alphabétisation des femmes, engagée de façon plus récente dans les questions de paix et sécurité.

2

Appréhender le risque de détournement politique de certaines initiatives et prioriser celles ayant un engagement citoyen fort dans leur communauté

En Côte d'Ivoire comme ailleurs, les jeunes sont conscients qu'ils peuvent faire l'objet de récupérations et de manipulations particulières de la part des adultes et des élites politiques, non seulement dans le cadre d'organisations politiques, mais aussi dans des gangs ou des groupes armés.⁴

Dans le contexte ivoirien préélectoral de 2020, où les acteurs politiques mobilisent souvent des groupes de jeunes pour véhiculer leurs messages, le **risque de détournement politique** était important. Plutôt que de cibler des jeunes fortement engagés politiquement, le projet a donc favorisé la sélection et la valorisation **d'initiatives d'utilité publiques, indépendantes des partis politiques et ne favorisant pas de groupe identitaire**. Ces critères ne sont pas exhaustifs et peuvent être adaptés aux objectifs et réalités de chacune d'entre elles. Dans ce projet, certaines **initiatives légèrement politisées** mais qui manifestaient une volonté de questionner leurs pratiques et de promouvoir la paix ont ainsi pu être sélectionnées. Les participants ont progressivement pris conscience des risques de certaines logiques de mobilisation politique pour la cohésion sociale, ont reconnu l'importance de la neutralité pour rassembler au-delà des clivages communautaires et ont adapté leurs discours et actions pour les rendre plus inclusifs.

Si la conception d'un projet prévoit d'associer des parties prenantes aux violences ou des acteurs politisés, il est donc recommandé de mener une **analyse des risques et des opportunités** liés à cette approche, d'évaluer leur capacité à être des acteurs de changements et de définir des mesures pour empêcher la récupération à des fins politiques, ceci afin de protéger les jeunes et leur engagement citoyen (pilier 2 de l'agenda YPS sur la protection).



4 Ibid, p. 40.

3

Intégrer des aînés sociaux comme mentors et impliquer des décideurs pour combler le fossé intergénérationnel et accroître l'impact des initiatives

Les jeunes participants à l'étude « Les Absents de la paix » ont insisté sur l'importance du dialogue et des interactions entre les générations pour lutter contre les stéréotypes négatifs véhiculés sur la jeunesse et réduire les écarts de participation et de représentation aux efforts de paix et sécurité.⁵

Il est pour cela important de **créer des ponts et des cadres de dialogue inclusif** entre jeunes et décideurs, qui aille au-delà d'une simple invitation « à la table des adultes ». Cette situation **favorisera** leur participation active aux prises de décision (pilier 1 de l'agenda YPS) et renforcera la reconnaissance de leur contribution à la paix par les aînés sociaux et les autorités.

Pour ce faire, le projet a privilégié le **mentorat** des jeunes par des leaders communautaires et **l'engagement de décideurs politiques** à travers des actions de plaidoyer. Le dispositif de mentorat a servi un triple objectif. La relation privilégiée génère tout d'abord une **prise de conscience** chez les aînés sociaux du rôle positif joué par les jeunes et du besoin de les valoriser au sein de leurs cercles. Ce dispositif facilite ensuite **l'accès des jeunes aux sphères décisionnelles** et aux autres chefs communautaires pertinents pour leurs actions. Enfin, il favorise des **échanges de compétences** et des liens d'entraide qui permettent de réduire le fossé intergénérationnel. Pour identifier un mentor, il est important de considérer plusieurs **critères** comme l'expérience, les compétences, le réseau, la disponibilité et la prédisposition à promouvoir le rôle des jeunes dans les questions de paix et de sécurité.

« Notre objectif était de faciliter les initiatives des jeunes dans la communauté. Le rôle de l'aîné social c'est d'être volontaire, solidaire, écouter au mieux pour pouvoir travailler ensemble. Notre rôle n'était pas d'imposer notre vision. Les jeunes mettent en place leurs initiatives, quand ils doutent, nous leur apportons notre expérience. »

Noubonnaua Koné, mentor du projet.

Le recours à des **décideurs** politiques et administratifs au sein des municipalités, des ministères ou d'autres institutions nationales est également intéressant à plusieurs égards. Des entretiens entre les jeunes leaders et ces personnes permettent aux premiers de **mieux comprendre les politiques de paix, de sécurité et de jeunesse** qui sont menées par ces institutions. En présentant leur travail aux décideurs, les participants se sentent aussi **valorisés en tant qu'acteurs de paix** et renforcent leurs capacités à porter un plaidoyer et constituer un réseau. Ils peuvent également explorer les **possibilités de partenariat** et d'appui institutionnel ou financier pour leurs futurs projets. Les décideurs se trouvent en retour face à un **vivier d'acteurs de paix** prêts à promouvoir la cohésion sociale et la sécurité dans leurs quartiers.

⁵ *Ibid*, p.66.

« On a compris qu'il y a de la ressource dans cette jeunesse à Yopougon et Abobo. On était venu pour accompagner les jeunes, mais on a aussi reçu de cette jeunesse. »

Gnininmankiyé Ineka, mentor du projet.

Dans le projet YPS en pratique, les décideurs ont également pris la mesure des capacités d'innovation et de créativité dont faisaient preuve les jeunes dans la promotion de la cohésion sociale dans leur quartier et cette situation les a inspirés dans le développement de leurs propres actions de paix et de sécurité.

« J'ai apprécié l'approche qui a été utilisée [par les jeunes] pour mettre en œuvre les activités : un diagnostic a été fait au départ, il a été question de comprendre les éléments qui ont pu engendrer les différentes incompréhensions qui sont survenues dans les différentes communautés ciblées et, sur cette base, les jeunes ont pu travailler avec les différents habitants des communautés et globalement les résultats ont été positifs. C'est quelque chose d'intéressant. Je trouve que sur ce point, il faut dire qu'on peut compter sur notre jeunesse, ils montrent par ces initiatives qu'il y a encore des personnes qui sont attachées à la paix, qui est un préalable au développement. »

Arsène Okobe, représentant du ministère de la promotion de la jeunesse, de l'insertion professionnelle et du service civique.

Cette collaboration avec les mentors de la communauté et les décideurs politiques s'accorde avec le pilier 4 de l'agenda YPS sur le partenariat qui encourage différentes parties prenantes à soutenir politiquement, financièrement, techniquement et logistiquement la participation des jeunes à la consolidation de la paix.

Comme énoncé à la bonne pratique précédente, les liens potentiels des mentors et décideurs avec les partis politiques, les acteurs de violence ou d'autres groupes d'influence doivent toutefois être **analysés** pour évaluer s'ils constituent des opportunités ou des risques pour les objectifs du projet, également afin de protéger les jeunes et leur engagement citoyen.

4

Inclure et responsabiliser les moins de 25 ans et les jeunes femmes

La résolution 2250 insiste sur la **place centrale de l'inclusion** dans les questions de paix et de sécurité, en mettant l'accent sur la contribution essentielle des acteurs de la société civile et en encourageant la participation des parties traditionnellement exclues telles que les femmes et les jeunes.

En Côte d'Ivoire, une tendance à **infantiliser les individus plus jeunes** que soi, y compris au sein d'un même groupe d'âge, et à les exclure des prises de décision est observée. De même, les **jeunes femmes** restent généralement en marge des discussions et actions portant sur les questions de paix et de sécurité, malgré leurs expériences et leurs rôles distincts dans ces dynamiques.

Le projet a donc visé leur **participation et responsabilisation** dans la conduite des activités et au sein de leurs initiatives. Au sein du groupe de jeunes leaders, 50% des participants avaient ainsi moins de 25 ans et 50% étaient des femmes, réunies au sein de groupes mixtes ou féminins. Au-delà de l'égalité numérique, le projet a cherché à valoriser les femmes et les plus jeunes à travers les formations et activités, en les incitant à **partager leur opinion et à remplir des tâches stratégiques** telles que la facilitation de séances de dialogue, la prise de note ou encore la présentation d'éléments d'analyse lors des comptes-rendus et restitutions publiques. Malgré des récriminations initiales chez quelques participants, la **compétence et légitimité** des femmes et des moins de 25 ans à mener ces actions s'est peu à peu imposée lors des exercices de groupe et des actions collectives.

« Au début, en tant que cadette dans le groupe, j'avais peur de m'engager et de parler pendant les formations. Je croyais que la formation n'était pas de mon niveau, je n'arrivais pas à m'exprimer, j'avais honte. Mais lors des premiers groupes de discussion, moi Aminata j'ai facilité. Lorsque je passe dans le quartier aujourd'hui, mes camarades me voient autrement. Je me sens valorisée. »

Aminata Traoré, membre de l'Association des jeunes filles d'Agbékoï.

L'inclusion d'initiatives féminines a également permis d'approcher des **cercles de socialisation exclusivement féminins**, où existent des dynamiques de conflits identitaires en lien avec les violences électorales pertinentes pour le projet. Si certains d'entre eux comme des tontines ou des associations d'alphabétisation des femmes ne semblent pas focalisés sur la prévention des violences politiques à première vue, ils sont en effet souvent constitués de femmes issues de différents groupes qui cherchent à pacifier leur quartier dont elles connaissent bien les dynamiques conflictuelles.

Cette situation confirme **l'intersection entre les agendas Jeunes, paix et sécurité (résolution 2250) et Femmes, paix et sécurité (résolution 1325)** soulignée par l'étude indépendante, qui ouvre de nouvelles possibilités de s'intéresser au rôle déterminant que jouent les jeunes femmes et la construction du genre dans la prévention des conflits violents et la pérennisation de la paix.⁶

« Aujourd'hui au sein de l'initiative, les filles sont de plus en plus valorisées, elles assument les responsabilités et même des postes stratégiques. Mettre les filles au-devant des activités a permis aux hommes de comprendre que la jeune fille peut initier des actions pour la paix et cela a motivé et encouragé d'autres filles et femmes dans la communauté à accorder du crédit et s'intéresser à notre projet. »

Gueu Jean-Paul Siaman, membre de Young Ivorian Promoters of English.

6 Ibid, p. 15.

5

Former les jeunes à l'analyse des dynamiques de conflit pour informer et orienter leurs actions

Pour qu'une initiative soit stratégique et contribue efficacement à la paix et la sécurité, elle doit prendre en considération **l'ensemble des dynamiques et des acteurs qui influencent les conflits** présents dans la zone ciblée. Cette **analyse du contexte** permet ainsi aux jeunes de mieux identifier les **défis à affronter** en priorité dans leurs communes (ex. tensions entre gangs rivaux, conflit dans le domaine du transport, diffusion de discours de haine sur les réseaux, stigmatisation d'un groupe, ...), les **parties prenantes à associer** et le type **d'actions à mener** pour aboutir aux résultats souhaités.

« Nos guides religieux étaient en conflit et même en tant que fils du quartier on ne le savait pas. Il existait des désaccords entre nos guides religieux, des désaccords entre les chefs communautaires, et c'est par ces groupes de discussion que ces choses-là sont ressorties. Et après nos débriefings on a pu mettre en place certaines choses [pour régler les désaccords]. »

Fousseni Traore, membre de l'Association des jeunes unis de Belleville.

Pour permettre aux jeunes leaders de mener ces évaluations de façon autonome dans leurs initiatives, le projet a formé ceux-ci à la méthode de la **Recherche Action Participative** (RAP), un outil qualitatif et collaboratif qui donne la parole aux principaux acteurs concernés par un problème et les associe à l'élaboration de solutions durables et pacifiques, à travers l'analyse de leurs expériences et connaissances sur la problématique en question. Il s'agit d'**une des nombreuses méthodes existantes** pour mener des analyses de conflit, qui fait appel à un savoir « par la base, pour la base », permet de générer du dialogue et d'impliquer dans la recherche de solutions les acteurs qui seront nécessaires à leur mise en œuvre.⁷

« Il fallait toucher les gnambros [personnes responsables de la collecte des cotisations dans les transports collectifs et du chargement des passagers], il fallait toucher les syndicats [groupes organisant les transports informels], il fallait aller même dans des fumoirs [lieux de consommation de drogue] pour rencontrer d'autres acteurs qui pour nous étaient vraiment pertinents dans la recherche de solutions face à ce problème posé. »

Jean-Luc Konan, membre des Young Ivorian Promoters of English.

Après avoir assisté à des formations, les jeunes ont **mené eux-mêmes une analyse participative** dans différents quartiers d'Abobo et Yopougon pour mieux comprendre les leviers de mobilisation à la violence politique chez leurs contemporains. Cet exercice leur a d'abord permis de **changer leur perception de la violence politique** et de ses manifestations dans la société. Les jeunes leaders ont également acquis les **compétences** nécessaires pour cartographier eux-mêmes les acteurs, développer des questions d'entretien et faciliter des séances de dialogue dans leurs futurs projets.

⁷ Pour plus d'informations sur la méthodologie de la RAP : <http://communitylearningpartnership.org/wp-content/uploads/2017/01/PARtoolkit.pdf>.

« Au départ, la JUD n'écoutait pas, si je peux dire ainsi, les populations pour pouvoir déterminer le problème. On a compris aujourd'hui que pour déterminer un problème, il faut l'avis des différentes communautés qui sont concernées. (...) Donc désormais, à la JUD, on associe l'avis des différentes populations dans le processus de définition du problème. »

Mariama Diomande, membre de la Jeunesse unie pour le développement.

Sans devenir des chercheurs académiques, les jeunes leaders ont retenu l'intérêt de cette méthode et ont **commencé à l'exploiter** dans leurs actions pour décrypter des phénomènes sociaux qui influent sur la paix et concevoir des actions inclusives qui répondent aux besoins exprimés. Cette formation pratique à l'analyse participative de conflit et de contexte répond au pilier 3 de l'agenda YPS sur la prévention, en améliorant les capacités de jeunes à comprendre et anticiper sur des phénomènes de violence politiques ou intercommunautaires dans leurs quartiers.

6

Accompagner les jeunes leaders dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets de paix et de cohésion sociale

S'il est communément admis que les jeunes sont des acteurs clés à inclure dans les actions de consolidation de la paix et de la sécurité, la façon dont ils sont associés en pratique les **relègue souvent au rôle de « bénéficiaires » ou de « main d'œuvre »** d'initiatives déjà préconçues. Les jeunes perçoivent alors leur participation comme plus symbolique que significative. Pour être pleinement partie prenante, les jeunes consultés lors de l'étude indépendante ont demandé que la jeunesse soit **impliquée dès la conception** des actions de paix et **participe à la prise de décision** et aux étapes clés affectant leur mise en œuvre. Les jeunes passent ainsi de *sujets* à *acteurs* de projets et renforcent au cours du processus des compétences qui leur permettront de **mener leurs propres initiatives** de façon autonome par la suite.

Cette approche implique un **changement de paradigme** dans la façon de gérer le projet et un volet important de renforcement des capacités et d'accompagnement tout au long de la conception et de la mise en œuvre. Dans le cadre du projet « YPS en pratique », l'équipe a ainsi veillé à ce que les actions de réduction des risques de violence politique soient **conçues, décidées et conduites par les jeunes leaders**, en les appuyant à travers des formations et un coaching de proximité.

Après avoir mené les analyses participatives avec la RAP, chaque initiative a ainsi dû rédiger une courte **proposition de projet** pour répondre à un problème de cohésion sociale pertinent pour la prévention des violences électorales. L'équipe les a aidées à concevoir ce document qui intègre une analyse de conflit, des objectifs, des activités, un budget et un plan d'action. Une fois ces projets revus et validés, des **dispositifs de suivi et évaluation** des résultats ont également été mis en place par les jeunes leaders pour mesurer leur impact et tirer des leçons des défis rencontrés. Pour la mise en œuvre des activités des projets sélectionnés, un **mécanisme participatif de subventions** géré par les jeunes – le MEPAS – a également été établi. Les initiatives devaient régulièrement envoyer leur demande de fonds accompagnée des justificatifs nécessaires à un.e jeune leader de la commune, désigné.e comme responsable administratif et financier, qui étudiait les requêtes

et les transférait à Indigo Côte d'Ivoire pour validation, avant de recevoir l'argent et le redistribuer. L'objectif d'inclusivité et de participation des jeunes a été rempli de la conception à la mise en œuvre des projets, en passant par le suivi et le financement, répondant ainsi au pilier 1 de l'agenda YPS.

Ce processus a été accompagné de **formations** en gestion de projet et de **coaching personnalisé** aux besoins de chaque initiative par Indigo Côte d'Ivoire, mais également par les mentors et entre jeunes, pour favoriser un transfert de compétences endogène. Cette approche requiert donc des **moyens humains et financiers** et la sélection de mentors avec suffisamment de temps et d'expérience pour s'investir auprès des jeunes. Elle est également favorisée par une **bonne connaissance du terrain** et de l'expérience dans la conduite d'activités auprès de jeunes de tous les milieux pour que ces derniers se sentent à l'aise et en confiance. Le dispositif consistant à proposer des formations personnalisées suivies d'une mise en pratique adaptée au contexte de chaque initiative fait également écho au besoin de formations ciblées pour l'intégration des jeunes à la société, mentionné au pilier 5 de l'agenda YPS sur le désengagement et la réintégration, ainsi qu'à la promotion d'une culture de paix mentionnée au pilier 3 sur la prévention.

L'approche « YPS en pratique » n'est donc pas sans défi, mais permet aux jeunes leaders de se percevoir comme des **acteurs de paix légitimes** dans leur communauté plutôt que des bénéficiaires d'un projet.

« C'est un plaisir de participer à l'élaboration d'un projet car c'est une première pour nous. Avec la discorde qui existe dans mon quartier, j'ai réussi à créer un cadre d'échange entre eux [acteurs en conflit]. Les choses ont commencé à s'améliorer, je suis beaucoup sollicité dans ma communauté actuellement grâce à l'image que m'a donnée le projet. Le président actuel du quartier a demandé que je sois le futur président des jeunes du quartier. On a décidé lui et moi d'associer d'autres aînés sociaux pour avoir plus d'impact dans nos actions. »

Idriss Ouattara, Génération consciente Côte d'Ivoire.

Cet accompagnement de proximité des jeunes, les formations et la mise en œuvre de la RAP ont permis à ceux-ci de **questionner leurs pratiques, leurs attitudes et la façon dont ils menaient leurs actions** communautaires dans le passé. Beaucoup ont pris conscience de la nécessité d'adopter des comportements plus calmes et neutres pour rassembler et rapprocher les groupes en conflit.

« Un bon facilitateur, c'est celui qui n'a pas de parti pris, celui qui garde son sang-froid quel que soit le problème et qui a la capacité d'être à l'écoute de tous. C'est un bon modérateur qui est capable de valoriser chacun quel que soit son rang et son monde. »

Julius Tra Bi Tra, membre de l'Association des jeunes unis de Belleville.

De nombreux participants ont également reconnu le besoin de clarifier les objectifs de cohésion sociale de leurs actions et de prévoir des moments de dialogue ou de discussion sur ces sujets. La plupart des projets menés par les initiatives ont non seulement été appréciés par la communauté mais ont eu un véritable impact sur le vivre ensemble et la prévention des violences au niveau du quartier, répondant ainsi au pilier 3 de l'agenda YPS.

« L'AJUB joue son rôle de nous réunir (...). L'AJUB permet que je m'assoie aujourd'hui à côté d'une personne Guéré, l'AJUB permet que je m'assoie à côté d'un guide religieux. (...) Tout ce monde-là s'est rapproché »,

Un représentant du groupe ethnique Baoulé à Belleville (Abobo).

Il est à noter comme leçon apprise que **l'engagement citoyen des jeunes se fait à côté de leur vie quotidienne**. Certains travaillent, d'autres étudient et ils n'ont pas la possibilité de dédier plus d'un ou deux jours par semaine aux activités du projet. Leur **disponibilité** est donc un facteur à prendre en compte lors de leur sélection pour éviter les décrochages. Que les mêmes leaders soient présents à toutes les activités du projet ou que les initiatives prévoient une rotation dans les participants, il faut également veiller à ce qu'il y ait une restitution par ces personnes aux autres membres.

7

Promouvoir la collaboration entre organisations et au sein des organisations

Afin de renforcer le rôle des jeunes dans les questions de paix et de sécurité, il est nécessaire de **renforcer la collaboration et la solidarité entre jeunes leaders**, pour qu'ils puissent s'apporter un soutien mutuel, apprendre de leurs expériences respectives et donner plus de résonance à leurs demandes. La création de partenariats, de coalitions et de réseaux est également un des points clefs de la résolution 2250 (pilier 4 sur le partenariat) et une des recommandations majeures de l'étude indépendante. Ce renforcement de la collaboration entre jeunes est particulièrement important dans le contexte ivoirien, où peut régner une compétition entre organisations et parfois entre membres d'une même organisation.

« Quand on veut réaliser une activité mais que la plupart des membres [de l'initiative] ne sont pas disponibles, il ne faudrait pas qu'on laisse tomber l'activité à cause du manque de ressources humaines, du coup les membres d'autres initiatives viennent en synergie pour réaliser ces autres activités-là. »

Kiteni Yeo, membre de Tchêlé Woyé.

Dans le cadre du projet, la mise en place du MEPAS (Mécanisme participatif de soutien technique et financier, groupe constitué de deux représentants par initiative) a par exemple permis aux membres de chaque dispositif de se rencontrer régulièrement pour **s'informer de l'avancement, des succès et des obstacles rencontrés**. Ces réunions contribuaient à **échanger des bonnes pratiques et des leçons apprises** mais aussi à proposer de l'aide à une initiative en difficulté. Le MEPAS s'est aussi vu attribuer la mission de **sélectionner deux nouvelles initiatives** extérieures et de les **accompagner à la création d'un projet** de renforcement de la cohésion sociale et de prévention des violences politiques.

« Lors de la mise en œuvre de notre plan d'action, la collaboration et notre accompagnement par l'Association des jeunes unis de Belleville (AJUB) nous a permis d'adopter une stratégie plus pertinente pour mener nos activités. Nous n'avons pas participé aux formations à la RAP, mais avec l'appui de l'AJUB à chaque activité, nous avons pu mener des séances de discussion avec les jeunes. »

Jocelyn Ahibey, membre d'Africa Stop Immigration by Entrepreneuriat (une initiative sélectionnée et accompagnée par le MEPAS).

Lors des séances de coaching, l'équipe du projet a également poussé les jeunes à **questionner** la collaboration au sein de leurs propres initiatives, notamment la **répartition des rôles au sein des équipes** et les **mécanismes de décision**. Certaines ont par la suite revu leur modèle organisationnel et de gouvernance, avec un transfert de responsabilités par quelques leaders vers leurs membres. Ces derniers se sont sentis alors plus libres de s'exprimer et de proposer des actions pour mieux contribuer à la paix et à la cohésion dans leurs communautés.

« Maintenant dans l'élaboration de nos activités, nous prenons l'avis de tout le monde, même des plus petits. Après chaque réunion, on fait le compte rendu. Et maintenant s'il y a un problème, on appelle tout le monde et on ouvre un cadre de dialogue. »

Aïcha Diabate, membre de l'Association des jeunes filles d'Agbékoi

Conclusion

En plaçant des jeunes hommes et femmes de quartiers réputés sensibles d'Abidjan au centre de projets de paix et de prévention des violences politiques, « YPS en pratique » a cherché à appliquer les préceptes et les cinq piliers de l'agenda Jeunes, paix et sécurité à l'échelle locale. A travers des formations, de l'accompagnement et de la mise en relation, les participants ont accru l'impact de leurs initiatives sur la paix dans leurs communautés et fait valoir le rôle positif de la jeunesse auprès des autorités locales et nationales.

Ce Livre blanc présentait les bonnes pratiques et leçons apprises par l'équipe et les jeunes leaders de leur expérience, pour renforcer et valoriser la

contribution positive des jeunes à la paix et à la sécurité. Parmi celles-ci se trouve le besoin de considérer les jeunes dans leur diversité, de capitaliser sur les initiatives qui agissent déjà à tous les niveaux pour la paix, de les accompagner et de les responsabiliser de façon inclusive et participative.

En Côte d'Ivoire comme ailleurs, la jeunesse démontre une volonté de s'engager à tous les niveaux pour favoriser la paix et réduire les sources de tension dans son environnement. Il revient aux acteurs nationaux et internationaux concernés de reconnaître, valoriser et appuyer cette impulsion positive, pour renforcer les modèles d'engagement citoyen et contribuer à une paix inclusive et durable. ■



Ce Livre blanc a été rédigé avec le soutien des initiatives de jeunes accompagnés par le projet « YPS en pratique » (dans l'ordre alphabétique) :

- Association femmes progrès Côte d'Ivoire
- Association des jeunes filles d'Agbékoi (AJFA)
- Association des jeunes unis de Belleville (AJUB)
- Génération consciente Côte d'Ivoire (GCCCI)
- Jeunesse unie pour le développement (JUD)
- ONG Tchêlê Woyê (Femmes levons-nous)
- Young Ivorian Promoters of English (YIPE)



indigo CÔTE D'IVOIRE
Initiative de Dialogue et Recherche - Action pour la Paix

Indigo Côte d'Ivoire (Initiative de dialogue et de recherche-action pour la paix) est une organisation non gouvernementale de droit ivoirien engagée dans le renforcement de la cohésion sociale et la promotion du développement par l'enracinement du dialogue informé et inclusif orienté vers le changement. Depuis près de 8 ans, elle met en œuvre des processus de recherche-action participative dans différentes régions de Côte d'Ivoire. Indigo Côte d'Ivoire compte à son actif près d'une vingtaine de projets déjà appliqués ou en cours. Ses principaux axes d'expertises sont l'appui à la réinsertion des populations vulnérables ou à risques, le dialogue communautaire pour la paix et la recherche participative thématique.



Interpeace

ORGANISATION INTERNATIONALE
POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

Interpeace est une organisation internationale pour la consolidation de la paix. Avec plus de 25 ans d'expérience, elle a mis en œuvre un large éventail de programmes en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie, en Europe et en Amérique latine. Interpeace vise à renforcer les capacités des sociétés à gérer les conflits de manière non violente et non coercitive, en aidant les acteurs nationaux dans leurs efforts pour développer la cohésion sociale et politique. En Côte d'Ivoire, Interpeace travaille depuis 2012 avec son partenaire local Indigo Côte d'Ivoire pour faciliter la mise en œuvre de réponses inclusives aux défis liés à la violence politique, la gestion du foncier rural et la participation des jeunes aux efforts de paix et sécurité. Notre stratégie met l'accent sur l'appropriation et le savoir-faire locaux, en incluant au mieux tous les groupes affectés et les acteurs des différentes sphères de la société : des autorités nationales à la société civile, en passant par les communautés.





Interpeace Bureau Abidjan

Cité Les Oscars 3
Villa N°69, Ilot 6
Riviera Bonoumin
06 BP 2100 Abidjan 06
Côte d'Ivoire
Tel. (+225) 27 22 42 33 41
www.interpeace.org



Indigo Côte d'Ivoire

Cité les Versants 2
Villa N°283, Rue du Lac
2 Plateaux les Perles, Cocody
22 BP 288 Abidjan 22
Côte d'Ivoire
(+225) 27 22 42 96 72
www.indigoci.org



En partenariat avec les Nations unies